

# Christian Dior

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

MARDI 6 DÉCEMBRE 2016  
15 H 30

AVIS DE CONVOCATION

Carrousel du Louvre  
99 rue de Rivoli à Paris (1<sup>er</sup>)

**Accueil des actionnaires à partir de 14 h 00**

Tout actionnaire se présentant après  
15 h 40 pourra assister à l'Assemblée générale  
mais ne pourra pas voter.

L'Assemblée générale ne sera pas suivie d'un cocktail.

Contacts :

Service Actionnaires/Assemblées

Tél. : 01 44 13 22 32/23 43

## Sommaire

---

Avis de convocation	2
Modalités de participation	4
Organes de direction et de contrôle	6
Groupe Christian Dior – Chiffres clés	7
Groupe Christian Dior – Exposé sommaire	8
Informations relatives à la société Christian Dior	11
Présentation des résolutions	13
Texte des résolutions	16
Demande d’envoi des documents et renseignements	29

## Avis de convocation

Les actionnaires de la société Christian Dior sont convoqués au **Carrousel du Louvre, 99 rue de Rivoli** à Paris (75001), le **mardi 6 décembre 2016 à 15 heures 30**, en **Assemblée générale mixte**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 30 juin 2016 ;
- approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2016 ;
- approbation des conventions réglementées ;
- affectation et répartition du résultat ;
- ratification de la nomination d'un Administrateur ;
- renouvellement de mandats d'Administrateur ;
- rémunération des dirigeants mandataires sociaux ;
- autorisation et pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour intervenir en bourse sur les actions de la Société ;
- délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices, réserves, primes ou autres ;
- autorisation et pouvoirs à donner au Conseil d'administration pour réduire le capital social par annulation des actions acquises en bourse ;
- délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social y compris par émission de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
- délégations de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social y compris par émission de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public ou placement privé – autorisation à donner au Conseil d'administration de fixer le prix d'émission des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le montant des émissions en cas de demandes excédentaires ;
- délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social y compris par émission de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital social en vue de rémunérer les titres apportés dans le cadre d'une OPE ou d'un apport en nature constitué de titres de capital ;
- autorisation et pouvoirs à donner au Conseil d'administration de consentir à des membres du personnel et des dirigeants du Groupe des options de souscription avec suppression du droit préférentiel de souscription ou d'achat d'actions ;
- délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des membres du personnel salariés du Groupe adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- fixation d'un plafond global des augmentations de capital décidées en vertu de délégations de compétence.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée dans les conditions légales et réglementaires en vigueur. À défaut d'assister personnellement à l'Assemblée générale, tout actionnaire peut choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- donner procuration à toute personne physique ou morale de son choix ;
- adresser une procuration à la Société sans indication de mandataire ;
- voter par correspondance.

Pour pouvoir participer, voter par correspondance ou se faire représenter, à cette Assemblée,

- les titulaires d'actions nominatives devront être inscrits dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, soit le 2 décembre 2016 ; ils n'ont aucune formalité de dépôt à accomplir et seront admis sur simple justification de leur identité ;
- les propriétaires d'actions au porteur devront justifier de leur identité et de leur qualité d'actionnaire à la date ci-dessus en faisant parvenir à **Christian Dior SE c/o LVMH – Service Actionnaires – 22 avenue Montaigne – 75382 Paris Cedex 08** une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité et justifiant de l'inscription en compte des titres à leur nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour leur compte s'ils n'ont pas leur domicile sur le territoire français. Cette attestation est annexée au formulaire unique ou à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par un intermédiaire inscrit. Une attestation de participation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit le 2 décembre 2016.

Une formule unique de vote par correspondance ou par procuration sera adressée à tous les actionnaires nominatifs. Les titulaires d'actions au porteur désirant voter par correspondance ou se faire représenter pourront se procurer des formulaires auprès de l'intermédiaire qui assure la gestion de leurs titres. Leur demande devra être formulée par écrit et parvenir au siège social de la Société six jours au moins avant la date de réunion, soit le 30 novembre 2016 au plus tard.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis, parvenus à Christian Dior SE à l'adresse ci-dessus le 3 décembre 2016 au plus tard.

Conformément à l'article R. 225-79 du Code de commerce, le formulaire de désignation du mandataire peut être adressé par voie électronique en envoyant un mail à l'adresse suivante : [service-actionnaires@christiandior.fr](mailto:service-actionnaires@christiandior.fr). Pour les actionnaires au porteur, il doit être accompagné de l'attestation de participation établie par l'intermédiaire dépositaire des titres.

Les actionnaires qui auront envoyé un pouvoir, un formulaire de vote par correspondance ou une demande de carte d'admission ne pourront plus changer de mode de participation à l'Assemblée générale.

En cas de retour d'un formulaire par un intermédiaire inscrit, la Société se réserve le droit d'interroger ledit intermédiaire pour connaître l'identité des votants.

Conformément aux dispositions du point II de l'article L. 225-126 du Code de commerce, sont privées du droit de vote pour la présente Assemblée générale et pour toute Assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à leur revente ou leur restitution, les actions acquises au titre de l'une des opérations visées au point I dudit article qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration à la Société et à l'Autorité des marchés financiers, au plus tard le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure, heure de Paris.

Les actionnaires ont la faculté de poser des questions écrites à la Société. Ces questions doivent être envoyées au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Président du Conseil d'administration au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le 30 novembre 2016 inclus. Pour être prises en compte, elles doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

Le Conseil d'administration

## Modalités de participation

**POUR POUVOIR PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE, IL EST INDISPENSABLE D'ÊTRE EN POSSESSION D'UNE CARTE D'ADMISSION.**

---

Cette carte vous sera délivrée dans les conditions suivantes :

**Si vous détenez des actions au nominatif :**

Vous n'avez aucune démarche à effectuer, votre carte d'admission est jointe à la présente convocation. Il vous suffira de la présenter à l'accueil le jour de l'Assemblée.

**Si vous détenez des actions au porteur :**

Vous devez faire une demande de carte d'admission à l'intermédiaire financier qui assure la gestion de vos titres. Celui-ci nous fera parvenir une attestation de participation constatant la propriété de vos titres et nous vous adresserons directement votre carte d'admission.

Afin de recevoir votre carte en temps utile, nous vous recommandons de faire votre demande le plus tôt possible.

**La carte d'admission est strictement personnelle et ne peut être cédée. Elle ne permet pas l'accès à une personne accompagnatrice.**

**Le jour de l'Assemblée :**

**Tout actionnaire devra justifier de sa qualité et de son identité lors des formalités d'émargement.**

**Un actionnaire qui a exprimé son vote par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.**

**POUR FACILITER LE BON DÉROULEMENT DE LA RÉUNION, NOUS VOUS REMERCIONS :**

- de vous présenter à l'avance muni de votre carte d'admission et d'une pièce d'identité pour signer la feuille de présence ;
- de ne pénétrer dans la salle qu'avec le boîtier de vote qui vous aura été remis lors de la signature de la feuille de présence.

## VOUS NE POUVEZ PAS ASSISTER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE?

3 options vous sont offertes. Vous ne devez en choisir qu'une seule.

### VOUS DONNEZ POUVOIR AU PRÉSIDENT, COCHEZ LA CASE 1

En donnant pouvoir au Président, vous lui demandez de voter à votre place. Pour ce faire, ne portez aucune autre indication sur le formulaire de vote joint à cette convocation que la date et votre signature au bas du formulaire.

### VOUS VOUS FAITES REPRÉSENTER, COCHEZ LA CASE 3

Il vous suffit de cocher la case 3 et de préciser l'identité de la personne qui vous représentera. Cette personne peut être toute personne physique ou morale de votre choix. Cette personne (ou son représentant si vous désignez une personne morale) devra justifier de son identité lors de l'émergement. Dater et signez au bas du formulaire.



Société Européenne au capital de EUR 361 015 032,00  
Siège Social : 30 avenue Montaigne - 75008 PARIS  
882 110 987 RCS PARIS

FORMULAIRE DE VOTE PAR CORRESPONDANCE OU PAR PROCURATION  
*MAIL-IN VOTING FORM OR PROXY FORM*

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 6 DÉCEMBRE 2016**  
*COMBINED ORDINARY AND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING OF DECEMBER 6<sup>th</sup>, 2016*

**2** JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST  
(cf. verso) - (see reverse)

J'exprime mon choix en noircissant une case par résolution / I express my choice by shading one box by resolution

PROJETS DE RÉSOLUTIONS AGRÉES OU NON PAR L'ORGANE DE DIRECTION  
*DRAFT RESOLUTIONS APPROVED OR NOT BY THE BOARD OF DIRECTORS*

Agrés par l'Organe de Direction / Approved by the Board of Directors										Non agrés / Not approved		
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	A	B
Oui/Yes	<input type="checkbox"/>											
Non/No	<input type="checkbox"/>											
Abs./Abs.	<input type="checkbox"/>											
	11	12	15	14	15	16	17	18	19	20	C	D
Oui/Yes	<input type="checkbox"/>											
Non/No	<input type="checkbox"/>											
Abs./Abs.	<input type="checkbox"/>											
	21	22	25	24	25	26	27	28	29	30	E	F
Oui/Yes	<input type="checkbox"/>											
Non/No	<input type="checkbox"/>											
Abs./Abs.	<input type="checkbox"/>											
	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	G	H
Oui/Yes	<input type="checkbox"/>											
Non/No	<input type="checkbox"/>											
Abs./Abs.	<input type="checkbox"/>											
	41	42	45	44	45	46	47	48	49	50	I	J
Oui/Yes	<input type="checkbox"/>											
Non/No	<input type="checkbox"/>											
Abs./Abs.	<input type="checkbox"/>											

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting  
Je donne pouvoir au Président de voter en mon nom / I appoint the Chairman as my proxy to vote on my behalf   
Je m'abstiens / I abstain from voting   
Je donne procuration (cf. verso) à M. ou Mme, Raison Sociale .....   
I appoint (see reverse) Mr or Mrs, Corporate Name to vote on my behalf

Date et/and signature

**1** JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT et l'autorise à voter en mon nom (cf. verso)  
*I hereby give my proxy to the Chairman of the meeting (see reverse)*

**3** JE DONNE POUVOIR À (cf. verso)  
*I hereby appoint (see reverse)*

M. ou Mme, Raison sociale  
*Mr or Mrs, Corporate Name*

Adresse - Address

**Attention**  
Pour les titres au porteur, les présentes instructions doivent être transmises à votre teneur de compte pour validation.  
**Caution**  
If you're voting on bearer securities, the present instructions will only be valid if they are directly registered with your custodian Bank.

Actions nominatives <i>Registered shares</i>		Actions au porteur <i>Bearer shares</i>	Actions au porteur <i>Bearer shares</i>	Actions au porteur <i>Bearer shares</i>
Vote simple <i>Single voting right</i>	Vote simple <i>Single voting right</i>			

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard à la Société le 5 décembre 2016  
*To be returned before December 5, 2016*

### VOUS VOTEZ PAR CORRESPONDANCE, COCHEZ LA CASE 2

Les cases correspondent aux résolutions proposées pages 16 et suivantes. Pour chacune des 24 résolutions soumises au vote, noircissez la case correspondant à votre choix (oui/non/abstention). Pour les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'administration, noircissez les cases de votre choix. Pour les amendements ou résolutions nouvelles, cochez la case correspondant au mode de vote choisi. Dater et signez au bas du formulaire.

Nous vous rappelons que les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des voix valablement exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

**Retournez ce formulaire avant le 3 décembre 2016 à :**  
**Christian Dior c/o LVMH – Service Actionnaires**  
**22 avenue Montaigne – 75382 Paris Cedex 08.**

Assemblée générale mixte du 6 décembre 2016 - Avis de convocation

5

## Organes de direction et de contrôle (\*)

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

---

Bernard ARNAULT  
*Président du Conseil d'administration*

Sidney TOLEDANO  
*Directeur général, Vice-Président*

Delphine ARNAULT

Denis DALIBOT <sup>(a)</sup>

Hélène DESMARAIS <sup>(b)</sup>

Renaud DONNEDIEU de VABRES <sup>(a)(b)</sup>

Ségolène GALLIENNE <sup>(a)(b)</sup>

Pierre GODÉ

Christian de LABRIFFE <sup>(a)(b)</sup>

### CENSEUR

---

Jaime de MARICHALAR y SÁENZ de TEJADA

### COMITÉ D'AUDIT DE LA PERFORMANCE

---

Christian de LABRIFFE <sup>(b)</sup>  
*Président*

Denis DALIBOT

Renaud DONNEDIEU de VABRES <sup>(b)</sup>

### COMITÉ DE SÉLECTION DES ADMINISTRATEURS ET DES RÉMUNÉRATIONS

---

Hélène DESMARAIS <sup>(b)</sup>  
*Présidente*

Denis DALIBOT

Christian de LABRIFFE <sup>(b)</sup>

### COMMISSAIRES AUX COMPTES

---

ERNST & YOUNG et Autres  
*représenté par Benoit Schumacher*

MAZARS  
*représenté par Simon Beillevaire*

(\*) Sous réserve des décisions de l'Assemblée générale mixte du 6 décembre 2016.

(a) Renouvellement proposé à l'Assemblée générale mixte du 6 décembre 2016.

(b) Personnalité indépendante.

## Groupe Christian Dior – Chiffres clés

## Principales données consolidées

<i>(en millions d'euros et en %)</i>	30 juin 2016 (12 mois)	30 juin 2015 (12 mois)	30 juin 2014 (12 mois)
Ventes	37 968	35 081	30 867
Résultat opérationnel courant	6 792	6 296	6 051
Résultat net	4 164	6 165 <sup>(a)</sup>	3 892
Résultat net, part du Groupe	1 569	2 378	1 425
Capacité d'autofinancement générée par l'activité <sup>(b)</sup>	8 566	7 611	7 472
Investissements d'exploitation issus de la variation de trésorerie	2 242	1 947	1 953
Variation de la trésorerie issue des opérations et investissements d'exploitation (cash-flow disponible)	3 659	3 481	2 537
Capitaux propres <sup>(c)</sup>	28 129	26 320	30 337
Dette financière nette <sup>(d)</sup>	6 777	7 478	7 920
Ratio Dette financière nette/Capitaux propres	24 %	28 %	26 %

## Données par action

<i>(en euros)</i>	30 juin 2016 (12 mois)	30 juin 2015 (12 mois)	30 juin 2014 (12 mois)
<b>Résultats consolidés par action</b>			
Résultat net, part du Groupe	8,75	13,29 <sup>(e)</sup>	7,97
Résultat net, part du Groupe après dilution	8,69	13,18 <sup>(e)</sup>	7,90
<b>Dividende par action</b>			
Distributions exceptionnelles en nature sous forme d'actions Hermès	-	4,20 <sup>(i)</sup>	11,67 <sup>(h)</sup>
Acompte en numéraire	1,35	1,25	1,20
Solde en numéraire	2,20	1,95	1,90
<b>Montant brut global en numéraire versé au titre de l'exercice <sup>(f)</sup></b>	<b>3,55 <sup>(g)</sup></b>	<b>3,20</b>	<b>3,10</b>

## Informations par groupe d'activités

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2016 (12 mois)	30 juin 2015 (12 mois)	30 juin 2014 (12 mois)
<b>Ventes par groupe d'activités</b>			
Christian Dior Couture	1 854	1 765	1 501
Vins et Spiritueux	4 729	4 226	4 055
Mode et Maroquinerie	12 321	11 731	10 202
Parfums et Cosmétiques	4 780	4 347	3 800
Montres et Joaillerie	3 365	3 068	2 688
Distribution sélective	11 398	10 423	9 077
Autres activités et éliminations	(479)	(479)	(456)
<b>TOTAL</b>	<b>37 968</b>	<b>35 081</b>	<b>30 867</b>
<b>Résultat opérationnel courant par groupe d'activités</b>			
Christian Dior Couture	209	226	187
Vins et Spiritueux	1 446	1 168	1 289
Mode et Maroquinerie	3 474	3 363	3 129
Parfums et Cosmétiques	547	456	418
Montres et Joaillerie	432	381	319
Distribution sélective	917	922	894
Autres activités et éliminations	(233)	(220)	(185)
<b>TOTAL</b>	<b>6 792</b>	<b>6 296</b>	<b>6 051</b>

(a) Dont 2 623 millions d'euros résultant des distributions de titres Hermès.

(b) Avant paiement de l'impôt et des frais financiers.

(c) Y compris intérêts minoritaires.

(d) Hors engagements d'achat de titres de minoritaires, classés en Autres passifs non courants, voir Note 18.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

(e) Y compris les effets résultant des distributions de titres Hermès.

(f) Avant effets de la réglementation fiscale applicable aux bénéficiaires.

(g) Pour l'exercice clos le 30 juin 2016, montant proposé à l'Assemblée générale du 6 décembre 2016.

(h) Distribution de réserves et de primes d'émission en vertu de la septième résolution de l'Assemblée générale du 9 décembre 2014.

(i) Acompte sur dividende exceptionnel en nature.

## Groupe Christian Dior – Exposé sommaire

### 1. Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros, sauf résultats par action)</i>	30 juin 2016 (12 mois)	30 juin 2015 (12 mois)	30 juin 2014 (12 mois)
<b>Ventes</b>	37 968	35 081	30 867
Coût des ventes	(13 078)	(12 307)	(10 558)
<b>Marge brute</b>	24 890	22 774	20 309
Charges commerciales	(15 190)	(13 828)	(11 884)
Charges administratives	(2 907)	(2 647)	(2 365)
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(1)	(3)	(9)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	6 792	6 296	6 051
Autres produits et charges opérationnels	(196)	(298)	(153)
<b>Résultat opérationnel</b>	6 596	5 998	5 898
Coût de la dette financière nette	(97)	(164)	(148)
Autres produits et charges financiers	(270)	2 849	(83)
<b>Résultat financier</b>	(367)	2 685	(231)
Impôts sur les bénéfices	(2 065)	(2 518)	(1 775)
<b>Résultat net avant part des minoritaires</b>	4 164	6 165	3 892
Part des minoritaires	2 595	3 787	2 467
<b>Résultat net, part du Groupe</b>	1 569	2 378	1 425
<b>Résultat net, part du Groupe par action (en euros)</b>	8,75	13,29	7,97
Nombre d'actions retenu pour le calcul	179 213 608	178 928 184	178 762 207
<b>Résultat net, part du Groupe par action après dilution (en euros)</b>	8,69	13,18	7,90
Nombre d'actions retenu pour le calcul	179 894 454	179 684 869	179 594 235

## 2. Commentaires sur l'activité

Les ventes de l'exercice clos le 30 juin 2016 du groupe Christian Dior s'élèvent à 37 968 millions d'euros.

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'établit à 6 792 millions d'euros. Le taux de marge opérationnelle courante sur ventes s'élève à 18 %.

Le résultat net consolidé s'établit à 4 164 millions d'euros. Le résultat net consolidé, part du Groupe s'élève à 1 569 millions d'euros.

### 2.1. PRINCIPAUX ÉLÉMENTS FINANCIERS

Les principaux éléments financiers de l'exercice 2015/2016 s'établissent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2016</b> (12 mois)	<b>30 juin 2015</b> (12 mois)
Ventes	37 968	35 081
Résultat opérationnel courant	6 792	6 296
Résultat opérationnel	6 596	5 998
Résultat net	4 164	6 165
Dont part du Groupe	1 569	2 378

### 2.2. ÉVOLUTION PAR GROUPE D'ACTIVITÉS

<b>Ventes</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2016</b>		<b>30 juin 2015<sup>(a)</sup></b>	
	(12 mois)	%	(12 mois)	%
Christian Dior Couture	1 854	5	1 765	5
Vins et Spiritueux	4 729	12	4 226	12
Mode et Maroquinerie	12 321	32	11 731	33
Parfums et Cosmétiques	4 780	13	4 347	12
Montres et Joaillerie	3 365	9	3 068	9
Distribution sélective	11 398	30	10 423	30
Autres activités et éliminations	(479)	-	(479)	-
<b>TOTAL</b>	<b>37 968</b>	<b>100</b>	<b>35 081</b>	<b>100</b>

(a) Après prise en compte du reclassement de la société de cosmétiques Kendo de Distribution sélective à Parfums et Cosmétiques. Voir Note 23.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Résultat opérationnel courant (en millions d'euros)	30 juin 2016 (12 mois)	30 juin 2015 <sup>(a)</sup> (12 mois)
Christian Dior Couture	209	226
Vins et Spiritueux	1 446	1 168
Mode et Maroquinerie	3 474	3 363
Parfums et Cosmétiques	547	456
Montres et Joaillerie	432	381
Distribution sélective	917	922
Autres activités et éliminations	(233)	(220)
<b>TOTAL</b>	<b>6 792</b>	<b>6 296</b>

(a) Après prise en compte du reclassement de la société de cosmétiques Kendo de Distribution sélective à Parfums et Cosmétiques. Voir Note 23.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Par rapport à l'exercice clos le 30 juin 2015, l'évolution des ventes des groupes d'activités est la suivante :

### Christian Dior Couture

Les ventes de Christian Dior Couture sont en croissance de 5 % à taux courants et de 2 % à taux constants. Les ventes au détail et divers ont progressé de 6 % à taux courants et de 3 % à taux constants. Cette croissance, réalisée dans un marché en ralentissement, concerne l'ensemble des zones géographiques.

### Vins et Spiritueux

Les ventes du groupe d'activités Vins et Spiritueux sont en hausse de 12 % à taux de change courants. Impactées par un effet de change positif de 3 points, les ventes du groupe d'activités sont en hausse de 9 % à taux de change et périmètre comparables. Cette performance est tirée pour une large part par la progression des volumes. La demande est toujours très dynamique aux États-Unis et en Europe tandis que la Chine enregistre un net rebond sur le deuxième semestre de l'exercice.

### Mode et Maroquinerie

La croissance des ventes de Mode et Maroquinerie est de 2 % à taux de change et périmètre comparables et de 5 % en données publiées. La performance de ce groupe d'activités est portée par Louis Vuitton, qui maintient sa rentabilité exceptionnelle, et par Fendi, Kenzo, Loewe et Berluti qui confirment leur dynamique de croissance des ventes à deux chiffres.

### Parfums et Cosmétiques

Les ventes des Parfums et Cosmétiques sont en hausse de 8 % à taux de change et périmètre comparables et de 10 % en données publiées. Cette progression confirme l'efficacité de la stratégie de valeur fermement maintenue par les marques du Groupe face aux tensions concurrentielles. Le groupe d'activités Parfums et Cosmétiques a très sensiblement augmenté son chiffre d'affaires aux États-Unis, en Europe et au Japon.

### Montres et Joaillerie

Les ventes du groupe d'activités Montres et Joaillerie sont en hausse de 6 % à taux de change et périmètre comparables, et de 10 % en données publiées. Ce groupe d'activités bénéficie des très belles performances de TAG Heuer, Hublot, Chaumet et Fred ainsi que de la progression de Bvlgari. L'Asie, l'Europe et le Japon constituent, pour l'ensemble des marques, les zones les plus dynamiques.

### Distribution sélective

La croissance publiée des ventes des activités de Distribution sélective est de 9 % et de 5 % à taux de change et périmètre comparables. Cette performance est tirée par Sephora dont les ventes progressent très sensiblement dans les principales régions du monde tandis que DFS a été pénalisé par le contexte touristique difficile en Asie.

## Informations relatives à la société Christian Dior

### 1. Résultat de la société Christian Dior

Le résultat de la société Christian Dior se compose essentiellement de revenus de dividendes liés à sa participation indirecte dans LVMH SE ; il est réduit par les charges financières afférentes au financement de la Société.

Le résultat net au 30 juin 2016 s'établit à 664 601 milliers d'euros.

Il est proposé à l'Assemblée générale de fixer le montant brut du dividende en numéraire à 3,55 euros par action au titre de l'exercice clos le 30 juin 2016. Un acompte sur dividende en numéraire de 1,35 euro par action ayant été distribué le 21 avril 2016, le solde est de 2,20 euros ; celui-ci sera mis en paiement le 13 décembre 2016.

## 2. Résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 avril 2013 (12 mois)	30 juin 2013 (2 mois)	30 juin 2014 (12 mois)	30 juin 2015 (12 mois)	30 juin 2016 (12 mois)
<b>1. Capital</b>					
Montant du capital social	363 454	363 454	363 454	361 015	361 015
Nombre d'actions ordinaires existantes	181 727 048	181 727 048	181 727 048	180 507 516	180 507 516
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
• par exercice de bons de souscription	-	-	-	-	-
• par exercice d'options de souscription	-	-	-	-	-
<b>2. Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	135	-	-	-	-
Résultat avant impôts et charges calculées (amortissements, dépréciations et provisions)	505 815	17 079	566 505	3 421 585	678 626
(Produit)/charge d'impôts sur les bénéfices	(13 112)	(2 896)	(5 964)	7 483	(1 004)
Résultat après impôts et charges calculées (amortissements, dépréciations et provisions)	507 456	18 290	575 576	3 414 393	664 601
Résultat distribué <sup>(a)</sup>	527 008	-	563 354	1 329 183	640 802
<b>3. Résultat par action <i>(en euros)</i></b>					
Résultat après impôts, mais avant charges calculées (amortissements, dépréciations et provisions)	2,86	0,11	3,15	18,91	3,77
Résultat après impôts et charges calculées (amortissements, dépréciations et provisions)	2,79	0,10	3,17	18,92	3,68
Dividende brut distribué à chaque action <sup>(b)</sup>	2,90	-	3,10 <sup>(c)</sup>	3,20 <sup>(d)</sup>	3,55
<b>4. Personnel</b>					
Effectif moyen <i>(en nombre)</i>	-	-	-	-	-
Montant de la masse salariale <sup>(e)</sup>	4 073	(68)	14 999	26 639	9 351
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	53	1	741	1 171	26

(a) Montant de la distribution résultant de la résolution de l'Assemblée générale, avant effet des actions Christian Dior auto-détenues à la date de distribution. Pour l'exercice clos le 30 juin 2016, montant proposé à l'Assemblée générale du 6 décembre 2016.

(b) Avant effets de la réglementation fiscale applicable aux bénéficiaires.

(c) Le 17 décembre 2014, il a été procédé à une distribution exceptionnelle en nature sous forme d'actions Hermès International pour un montant de 11,67 euros par action (distribution de réserves et de primes d'émission en vertu de la septième résolution de l'Assemblée générale du 9 décembre 2014).

(d) En outre, le 17 décembre 2014, il a également été procédé à la mise en paiement d'un acompte sur dividende exceptionnel en nature, sous forme d'actions Hermès International, pour un montant de 4,20 euros par action au titre de l'exercice clos le 30 juin 2015.

(e) Incluant les provisions, sur les plans présumés exerçables relatifs aux options d'achat, aux attributions d'actions gratuites et d'actions de performance, comptabilisées en charges de personnel.

## Présentation des résolutions

### Approbation des comptes annuels

Les premiers points à l'ordre du jour portent sur :

- l'approbation des comptes : vous aurez à vous prononcer sur les comptes de la société mère Christian Dior (première résolution) ainsi que sur les comptes consolidés du Groupe (deuxième résolution) ;
- l'approbation des conventions réglementées (troisième résolution) : le détail de ces conventions figure dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
- l'affectation du résultat (quatrième résolution) : le dividende distribué s'élèvera à 3,55 euros par action. Compte tenu de l'acompte de 1,35 euro versé le 21 avril 2016, le solde est de 2,20 euros ; celui-ci sera mis en paiement le 13 décembre 2016.

### Composition du Conseil d'administration

Il vous est proposé de renouveler les mandats d'Administrateur (sixième à neuvième résolutions) de :

- M. Denis DALIBOT  
(né le 15 novembre 1945)  
Date de première nomination : 17 mai 2000  
Principale fonction : Administrateur de Sociétés

Il vous sera préalablement proposé de ratifier sa nomination, faite à titre provisoire par le Conseil d'administration du 1<sup>er</sup> décembre 2015 (cinquième résolution).

- M. Renaud DONNEDIEU de VABRES  
(né le 13 mars 1954)  
Date de première nomination : 5 février 2009  
Principale fonction : Président de la société RDDV Partner
- Mme Ségolène GALLIENNE  
(née le 7 juin 1977)  
Date de première nomination : 15 avril 2010  
Principale fonction : Administrateur de Sociétés
- M. Christian de LABRIFFE  
(né le 13 mars 1947)  
Date de première nomination : 14 mai 1986  
Principale fonction : Président-directeur général de la société Salvepar

### Rémunération du Président du Conseil d'administration et du Directeur général

#### Rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 30 juin 2016

En application de la recommandation du paragraphe 24.3 du Code AFEP/MEDEF, lequel constitue le Code de référence de la Société, vous aurez également à émettre un avis sur les rémunérations dues ou attribuées à Messieurs Bernard Arnault, Président du Conseil d'administration, et Sidney Toledano, Directeur général au titre de l'exercice clos le 30 juin 2016 (12 mois) (dixième et onzième résolutions), et dont les éléments vous sont présentés ci-après.

#### Récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social<sup>(a)</sup>

La société Christian Dior ne verse aucune rémunération fixe ou variable à Monsieur Bernard Arnault. Les montants de rémunération fixe ou variable indiqués ci-après correspondent exclusivement aux rémunérations qui lui sont dues ou versées par le groupe LVMH.

Bernard Arnault Rémunérations brutes (en euros)	Montants dus au titre de l'exercice	Montants versés au cours de l'exercice
Rémunération fixe <sup>(b)</sup>	1 146 949	1 146 949
Rémunération variable <sup>(b)</sup>	1 100 000 <sup>(c)</sup>	-
Rémunération exceptionnelle	-	-
Jetons de présence <sup>(d)</sup>	115 345	116 413
Avantages en nature	Voiture de fonction	Voiture de fonction
<b>TOTAL</b>	<b>2 362 294</b>	<b>1 263 362</b>

(a) Rémunérations brutes et avantages en nature versés ou supportés par les sociétés contrôlées, visées à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

(b) Rémunérations dues ou versées par le groupe LVMH, aucune rémunération n'étant due ou versée par Christian Dior.

(c) Montant correspondant à la quote-part de six mois (du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 31 décembre 2015) de la rémunération annuelle variable décidée au titre de l'année civile 2015.

(d) Les règles d'attribution des jetons de présence au sein de la Société figurent dans le « Rapport du Président du Conseil d'administration », paragraphe 1.11, page 98 du Rapport annuel.

Sidney Toledano Rémunérations brutes (en euros)	Montants dus au titre de l'exercice	Montants versés au cours de l'exercice
Rémunération fixe	1 069 905	1 069 905
Rémunération variable	630 000 <sup>(b)</sup>	1 260 000
Rémunération exceptionnelle	-	-
Jetons de présence <sup>(c)</sup>	36 590	35 206
Avantages en nature	Voiture de fonction	Voiture de fonction
<b>TOTAL</b>	<b>1 736 495</b>	<b>2 365 111</b>

(a) Rémunérations brutes et avantages en nature versés ou supportés par les sociétés contrôlées, visées à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

(b) Montant correspondant à la quote-part de six mois (du 1<sup>er</sup> juillet 2015 au 31 décembre 2015) de la rémunération annuelle variable décidée au titre de l'année civile 2015.

(c) Les règles d'attribution des jetons de présence au sein de la Société figurent dans le « Rapport du Président du Conseil d'administration », paragraphe 1.11, page 98 du Rapport annuel.

### Synthèse des rémunérations dues et des actions de performance attribuées aux dirigeants mandataires sociaux <sup>(a)</sup>

Dirigeants (en euros)	Rémunération brute due au titre de l'exercice	Valorisation des actions gratuites de performance attribuées aux mandataires sociaux au cours de l'exercice <sup>(b)</sup>
Bernard Arnault	2 246 949	4 491 698
Sidney Toledano	1 699 905	1 505 256

(a) Rémunérations brutes et avantages en nature versés ou supportés par la Société et les sociétés contrôlées, visées à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, hors jetons de présence.

(b) Le détail des titres de capital ou donnant accès au capital attribués aux membres du Conseil d'administration au cours de l'exercice figure au point 6.5 et les conditions de performance à satisfaire pour l'attribution définitive des actions figurent au paragraphe 3.4 du chapitre « Plans d'options – attributions d'actions gratuites » du « Rapport de gestion du Conseil d'administration – Société Christian Dior » du Rapport annuel.

### Retraite spécifique

La société LVMH a institué un régime de retraite à prestations définies, conformément aux dispositions prévues par l'article L. 137-11 du Code de la Sécurité sociale, au bénéfice des cadres dirigeants.

Le versement de la retraite complémentaire n'est acquis que si l'intéressé justifie d'une présence d'au moins six ans au sein du Comité exécutif du groupe LVMH et fait valoir simultanément ses droits à la retraite au titre des régimes de retraite légaux, cette dernière condition n'étant pas requise en cas de départ à l'initiative du Groupe après l'âge de 55 ans, sans reprise d'activités professionnelles jusqu'à la liquidation des retraites. Il est déterminé sur la base d'une rémunération de référence égale à la moyenne des trois rémunérations annuelles les plus élevées perçues au cours de la carrière dans le Groupe, plafonnée à trente-cinq fois le plafond annuel de la Sécurité sociale (soit 1 331 400 euros au 31 décembre 2015). Le complément de retraite annuelle est égal à la différence entre 60 % de la rémunération de référence (avec un plafond de 798 840 euros au 31 décembre 2015) et la totalité des pensions servies en France (régime général de la Sécurité sociale et régimes complémentaires de l'ARRCO et de l'AGIRC) et à l'étranger.

Au 31 décembre 2015, le montant maximum de ce complément de retraite est estimé à 670 000 euros par an. Il n'est acquis qu'au moment de la liquidation des

droits. Compte tenu des caractéristiques du régime institué par la Société et de sa situation personnelle, la retraite complémentaire dont Monsieur Bernard Arnault est susceptible de bénéficier ne donne plus lieu à acquisition annuelle de droits supplémentaires.

### Programme de rachat d'actions

Il vous est proposé d'autoriser votre Conseil d'administration à acquérir des actions de la Société (douzième résolution) en vue notamment de (i) l'animation du marché, (ii) leur affectation à la couverture de plans d'options sur actions, d'attributions d'actions gratuites ou de toutes autres opérations d'actionnariat salarié, (iii) leur affectation à la couverture de titres de créances échangeables en titres de la Société, et plus généralement de valeurs mobilières donnant droit à des titres de la Société, (iv) leur annulation ou (v) leur conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, (vi) plus généralement, la réalisation de toute opération admise ou qui viendrait à être autorisée par la réglementation en vigueur, notamment si elle s'inscrit dans le cadre d'une pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers.

Les achats ainsi effectués ne pourront dépasser 10 % du capital social. Le prix unitaire d'achat des titres ne pourra excéder 300 euros.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, prendre la décision de faire usage de cette autorisation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Donnée pour une durée de dix-huit mois, cette autorisation remplace celle accordée par l'Assemblée générale du 1<sup>er</sup> décembre 2015.

## Réduction de capital

Il vous sera proposé d'autoriser votre Conseil d'administration à réduire le capital social (quatorzième résolution) dans la limite d'un montant total de 10 % du capital actuel sur une période de vingt-quatre mois, par voie d'annulation des actions acquises dans le cadre de la douzième résolution.

Donnée pour une durée de dix-huit mois, cette autorisation remplace celle accordée par l'Assemblée générale du 1<sup>er</sup> décembre 2015.

## Augmentation du capital social

Il vous est proposé d'autoriser votre Conseil d'administration à augmenter le capital social par :

- incorporation de bénéfices, réserves, primes ou autres et attribution d'actions nouvelles ou élévation du nominal des actions existantes (treizième résolution),
- émission d'actions ordinaires, et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre :
  - a) avec maintien du droit préférentiel de souscription (quinzième résolution) ;
  - b) avec suppression du droit préférentiel de souscription et offre au public avec faculté de droit de priorité (seizième résolution) ou placement privé au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs (dix-septième résolution) ; le Conseil d'administration étant autorisé à fixer le prix d'émission selon certaines modalités dérogatoires et dans la limite de 10 % du capital par an (dix-huitième résolution).

Ces autorisations incluent la faculté pour le Conseil d'administration d'augmenter le nombre de titres à émettre prévu dans l'émission en cas de demandes excédentaires (dix-neuvième résolution) ;

- c) émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à une quotité du capital de la Société

ou, sous réserve que le titre premier soit une action, à l'attribution de titre de créances de toutes valeurs mobilières donnant accès à une quotité du capital social en rémunération de titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange (vingtième résolution) ou d'apport en nature constitué de titres de capital (vingt-et-unième résolution).

Sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, le Conseil d'administration ne pourra prendre la décision de faire usage de ces délégations de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Données pour une durée de vingt-six mois, ces autorisations remplacent celles accordées par l'Assemblée générale du 9 décembre 2014.

Le montant nominal maximal de chaque autorisation est fixé à 80 millions d'euros. En outre, le montant nominal maximal de ces augmentations de capital ne pourra dépasser un plafond global de 80 millions d'euros (vingt-quatrième).

Ces autorisations de principe donneront à votre Conseil d'administration une plus grande réactivité pour saisir des opportunités de marché ou réaliser des opérations de croissance externe.

## Actionnariat des salariés et dirigeants

Il vous est proposé d'autoriser votre Conseil d'administration à :

- consentir, en une ou plusieurs fois, des options de souscription, avec suppression du droit préférentiel de souscription ou d'achat d'actions au profit des salariés et dirigeants du Groupe dans la limite globale de 1 % du capital social (vingt-deuxième résolution) ;
- augmenter le capital au profit des salariés du Groupe adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise dans la limite de 1 % du capital social (vingt-troisième résolution).

Données pour une durée de vingt-six mois, ces autorisations remplacent celles accordées par l'Assemblée générale du 9 décembre 2014.

Ces autorisations permettront au Conseil d'administration de disposer de différents mécanismes pour fidéliser les salariés et responsables du Groupe qui contribuent le plus directement à ses résultats en les associant aux performances à venir de celui-ci. Toute augmentation de capital s'imputera sur le plafond global de 80 millions d'euros ci-dessus.

Les documents et renseignements concernant l'Assemblée générale sont disponibles sur le site Internet de la Société (<http://www.dior-finance.com>), rubrique « *Assemblée générale* » sous « *Documentation* ».

Vous pouvez également en demander l'envoi en utilisant le formulaire page 29.

## Texte des résolutions

Résolutions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale mixte du 6 décembre 2016

### RÉSOLUTIONS À CARACTÈRE ORDINAIRE

---

#### **Première résolution** **(Approbation des comptes sociaux)**

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration, du Président du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes de la Société pour l'exercice clos le 30 juin 2016, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

#### **Deuxième résolution** **(Approbation des comptes consolidés)**

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2016, comprenant

le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

#### **Troisième résolution** **(Approbation des conventions réglementées)**

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, déclare approuver lesdites conventions.

#### **Quatrième résolution** **(Affectation du résultat – fixation du dividende)**

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter et de répartir le résultat distribuable de l'exercice clos le 30 juin 2016 de la façon suivante :

#### **Détermination du résultat distribuable (en euros)**

Résultat net	664 600 929,64
Report à nouveau	2 095 362 569,08
<b>BÉNÉFICE DISTRIBUTIBLE</b>	<b>2 759 963 498,72</b>

#### **Proposition de répartition**

Distribution d'un dividende brut de 3,55 euros par action	640 801 681,80
Report à nouveau	2 119 161 816,92

<b>SOIT UN TOTAL DE</b>	<b>2 759 963 498,72</b>
-------------------------	-------------------------

Si cette répartition est retenue, le montant brut du dividende en numéraire ressortira à 3,55 euros par action.

Un acompte sur dividende en numéraire de 1,35 euro par action ayant été distribué le 21 avril 2016, le solde est de 2,20 euros ; celui-ci sera mis en paiement le 13 décembre 2016.

Dans l'état de la législation fiscale applicable au 30 juin 2016, ce dividende ouvre droit, pour les résidents

fiscaux français personnes physiques, conformément à l'article 158 du Code général des impôts, à un abattement fiscal de 40 %.

Enfin, dans le cas où, lors de la mise en paiement de ce dividende, la Société détiendrait, dans le cadre des autorisations données, une partie de ses propres actions, le montant correspondant aux dividendes non versés en raison de cette détention serait affecté au compte report à nouveau.

## Distribution des dividendes

Conformément à la loi, nous vous rappelons le montant brut du dividende en numéraire par action versé au titre des trois derniers exercices :

Exercice	Nature	Date de mise en paiement	Dividende brut <sup>(a)</sup> (en euros)	Abattement fiscal <sup>(b)</sup> (en euros)
30 juin 2015 <sup>(c)</sup>	Acompte	23 avril 2015	1,25	0,50
	Solde	15 décembre 2015	1,95	0,78
	<b>TOTAL</b>		<b>3,20</b>	<b>1,28</b>
30 juin 2014 <sup>(d)</sup>	Acompte	17 avril 2014	1,20	0,48
	Solde	15 décembre 2014	1,90	0,76
	<b>TOTAL</b>		<b>3,10</b>	<b>1,24</b>
30 juin 2013		-	-	-

(a) Avant effets de la réglementation fiscale applicable aux bénéficiaires.

(b) Pour les personnes physiques ayant leur résidence fiscale en France.

(c) Hors acompte sur dividende exceptionnel en nature sous forme d'actions Hermès International mis en paiement le 17 décembre 2014, correspondant à un montant de 4,20150 euros par action Christian Dior, qualifié fiscalement de revenu distribué pour l'intégralité.

(d) Hors dividende exceptionnel en nature sous forme d'actions Hermès International voté par l'Assemblée générale mixte du 9 décembre 2014, correspondant à un montant de 11,67083 euros par action Christian Dior, dont 1,34223 euro qualifié fiscalement de revenu distribué et 10,32860 euros qualifié fiscalement de remboursement d'apport.

### Cinquième résolution (Ratification de la nomination de Monsieur Denis Dalibot, Administrateur)

L'Assemblée générale, décide de ratifier la cooptation en qualité d'Administrateur de Monsieur Denis Dalibot en remplacement de Monsieur Eric Guerlain, démissionnaire ; Monsieur Denis Dalibot exerçant son mandat pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année 2016.

### Sixième résolution (Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Denis Dalibot)

L'Assemblée générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Denis Dalibot pour une durée de trois années, laquelle prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année 2019.

### Septième résolution (Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Renaud Donnedieu de Vabres)

L'Assemblée générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Renaud Donnedieu de Vabres pour une durée de trois années, laquelle prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année 2019.

### Huitième résolution (Renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Ségolène Gallienne)

L'Assemblée générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Madame Ségolène Gallienne pour une durée de trois années, laquelle prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année 2019.

### Neuvième résolution (Renouvellement du mandat d'Administrateur de Monsieur Christian de Labriffe)

L'Assemblée générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Christian de Labriffe pour une durée de trois années, laquelle prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année 2019.

### Dixième résolution (Avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au Président du Conseil d'administration, Monsieur Bernard Arnault)

L'Assemblée générale, consultée en application de la recommandation du paragraphe 24.3 du Code AFEP/MEDEF de novembre 2015, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, après avoir pris connaissance des éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 30 juin 2016 à Monsieur Bernard Arnault et mentionnés au point 6. « Rémunérations des mandataires sociaux » du « Rapport

de gestion du Conseil d'administration – Société Christian Dior », points 6.1 et 6.2 pour les rémunérations fixe, variable et exceptionnelle, point 6.2 pour les jetons de présence et les avantages en nature, point 6.8 pour le régime de retraite supplémentaire et points 6.1 et 6.5 pour les attributions d'actions de performance (pages 46 et suivantes du Rapport annuel) et point 1.11 du Rapport du Président du Conseil d'administration, pour les règles d'attribution des jetons de présence au sein de la Société (page 98 du Rapport annuel), émet un avis favorable sur ces éléments.

## Onzième résolution

**(Avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au Directeur général, Monsieur Sidney Toledano)**

L'Assemblée générale, consultée en application de la recommandation du paragraphe 24.3 du Code AFEP/MEDEF de novembre 2015, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce, après avoir pris connaissance des éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 30 juin 2016 à Monsieur Sidney Toledano et mentionnés au point 6. « Rémunérations des mandataires sociaux » du « *Rapport de gestion du Conseil d'administration – Société Christian Dior* », points 6.1 et 6.2 pour les rémunérations fixe, variable et exceptionnelle, point 6.2 pour les jetons de présence et les avantages en nature, point 6.8 pour le régime de retraite supplémentaire et points 6.1 et 6.5 pour les attributions d'actions de performance (pages 46 et suivantes du Rapport annuel), et au point 1.11 du Rapport du Président du Conseil d'administration, pour les règles d'attribution des jetons de présence au sein de la Société (page 98 du Rapport annuel), émet un avis favorable sur ces éléments.

## Douzième résolution

**(Autorisation à donner au Conseil d'administration, pour une durée de dix-huit mois, d'intervenir sur les actions de la Société pour un prix maximum d'achat de 300 euros par action, soit un prix global maximum de 5,4 milliards d'euros)**

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, autorise ce dernier, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, à faire acheter par la Société ses propres actions.

Les acquisitions d'actions pourront viser tout objectif compatible avec les textes applicables alors en vigueur, et notamment

- (i) l'animation du marché ou la liquidité de l'action (par achat ou vente) dans le cadre d'un contrat de liquidité mis en place par la Société conforme à la Charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'AMF,

- (ii) leur affectation à la couverture de plans d'options sur actions, d'attributions d'actions gratuites ou de toutes autres formes d'allocations d'actions ou de rémunérations liées au cours de l'action, en faveur de salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise liée à elle dans les conditions prévues par le Code de commerce, notamment aux articles L. 225-180 et L. 225-197-2,
- (iii) leur affectation à la couverture de titres de créance échangeables en titres de la Société, et plus généralement de valeurs mobilières donnant droit à des titres de la Société notamment par conversion, présentation d'un bon, remboursement ou échange,
- (iv) leur annulation sous réserve de l'adoption de la quatorzième résolution ou
- (v) leur conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe,
- (vi) plus généralement, la réalisation de toute opération admise ou qui viendrait à être autorisée par la réglementation en vigueur, notamment si elle s'inscrit dans le cadre d'une pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers.

Le prix maximum d'achat par la Société de ses propres actions est fixé à 300 euros par action, étant entendu que la Société ne pourra pas acheter des actions à un prix supérieur à la plus élevée des deux valeurs suivantes : le dernier cours coté résultant de l'exécution d'une transaction à laquelle la Société n'aura pas été partie prenante, ou l'offre d'achat indépendante en cours la plus élevée sur la plate-forme de négociation où l'achat aura été effectué.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des titres, le prix d'achat indiqué ci-dessus sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

Le nombre maximal de titres pouvant être acquis ne pourra dépasser 10 % du capital social, ajusté des opérations affectant le capital social postérieurement à la présente Assemblée étant précisé que dans le cadre de l'utilisation de la présente autorisation, (i) le nombre d'actions auto-détenues devra être pris en considération afin que la Société reste en permanence dans la limite d'un nombre d'actions auto-détenues au maximum égal à 10 % du capital social et (ii) le nombre d'actions auto-détenues pour être remises en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital apprécié à la date de l'opération.

La limite de 10 % du capital social correspondait au 30 juin 2016 à 18 050 751 actions. Le montant total maximum consacré aux acquisitions ne pourra pas dépasser 5,4 milliards d'euros.

Les acquisitions d'actions ainsi que la cession ou le transfert de ces actions, pourront être réalisées par tous moyens et selon toutes modalités compatibles avec les textes applicables alors en vigueur, y compris par l'utilisation d'instruments financiers dérivés et par acquisition ou cession de blocs.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration. Le Conseil pourra déléguer au Directeur général, ou, le cas échéant, en accord avec ce dernier, à un Directeur général délégué dans les conditions prévues par la loi, lesdits pouvoirs pour :

- décider la mise en œuvre de la présente autorisation ;
- fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou de droits d'attribution d'actions de performance en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles ;

- passer tous ordres de bourse, conclure tous contrats, signer tous actes, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, conformément à la réglementation en vigueur ;

- effectuer toutes déclarations, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, prendre la décision de faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Cette autorisation, qui se substitue à celle accordée par l'Assemblée générale mixte du 1<sup>er</sup> décembre 2015, est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter de ce jour.

## RÉSOLUTIONS À CARACTÈRE EXTRAORDINAIRE

### Treizième résolution

**(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois en vue d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices, réserves, primes ou autres)**

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 225-130, et statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées générales ordinaires

1. délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, à une ou plusieurs augmentations de capital par incorporation de tout ou partie des bénéfices, réserves, primes ou autres sommes dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, sous forme d'attribution d'actions ordinaires ou d'élévation du nominal des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux modalités ;
2. fixe à vingt-six mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de la présente délégation de compétence ;
3. décide qu'en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation de compétence, le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à ce titre est fixé à quatre-vingts (80) millions d'euros, sous réserve des dispositions de la vingt-quatrième résolution, étant précisé qu'à ce plafond ci-dessus s'ajoutera, le cas échéant, la valeur nominale des actions à

émettre pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription ou d'achat d'actions ou de droits d'attribution gratuite d'actions ou d'actions de performance ;

4. prend acte que la présente délégation de compétence emporte tous pouvoirs au profit du Conseil d'administration, avec faculté de délégation au Directeur général ou, le cas échéant, en accord avec ce dernier, à un Directeur général délégué, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi, la présente délégation, et notamment pour :
  - fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le nouveau montant nominal des actions composant le capital social, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet,
  - décider que les droits formant rompus ne seront pas négociables, que les actions correspondantes seront vendues selon les modalités prévues par la réglementation applicable et que le produit de la vente sera alloué aux titulaires des droits,
  - passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission ;
5. décide que la présente délégation se substitue à celle donnée par l'Assemblée générale mixte du 9 décembre 2014.

## Quatorzième résolution

**(Autorisation à donner au Conseil d'administration, pour une durée de dix-huit mois, de réduire le capital social par annulation d'actions détenues par la Société par suite de rachat de ses propres titres)**

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

1. autorise le Conseil d'administration à réduire le capital social de la Société, en une ou plusieurs fois, par annulation d'actions acquises conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce ;
2. fixe à dix-huit mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de la présente autorisation ;
3. fixe à 10 % du capital actuel de la Société le montant maximum de la réduction de capital qui peut être réalisée par période de vingt-quatre mois ;
4. confère tous pouvoirs au Conseil d'administration pour réaliser et constater les opérations de réduction de capital, accomplir tous actes et formalités à cet effet, modifier les statuts en conséquence et, d'une manière générale, faire le nécessaire ;
5. décide que cette autorisation se substitue à celle donnée par l'Assemblée générale mixte du 1<sup>er</sup> décembre 2015.

## Quinzième résolution

**(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-six mois, à l'effet d'émettre des actions ordinaires, et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre avec maintien du droit préférentiel de souscription)**

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 228-92,

1. délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, sur le marché français et/ou international, par offre au public, en euros, ou en tout autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de toutes valeurs mobilières, composées ou non, y compris de bons

de souscription émis de manière autonome, donnant accès immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des titres de capital de la Société à émettre, par souscription soit en espèces, soit par compensation de créances, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, les valeurs mobilières représentatives des créances pouvant être émises avec ou sans garantie, sous les formes, taux et conditions que le Conseil d'administration jugera convenables, étant précisé que l'émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de préférence est exclue de la présente délégation ;

2. fixe à vingt-six mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de la présente délégation de compétence ;
3. décide qu'en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation de compétence, le montant nominal maximum (hors prime d'émission) des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme est fixé à quatre-vingts (80) millions d'euros, sous réserve des dispositions de la vingt-quatrième résolution, étant précisé que :
  - en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfiques ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation de compétence, le montant nominal susvisé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération,
  - au plafond ci-dessus s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément en cas d'opérations financières nouvelles pour préserver, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital, d'options de souscription ou d'achat d'actions ou de droits d'attribution gratuite d'actions ;
4. décide qu'en cas d'usage de la présente délégation de compétence :
  - les actionnaires auront un droit préférentiel de souscription et pourront souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions alors détenu par eux, le Conseil d'administration ayant la faculté d'instituer un droit de souscription à titre réductible et de prévoir une clause d'extension exclusivement destinée à satisfaire des ordres de souscription à titre réductible qui n'auraient pas pu être servis,

- si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une ou l'autre des facultés prévues à l'article L. 225-134 du Code de commerce et notamment offrir au public, totalement ou partiellement, les actions et/ou les valeurs mobilières non souscrites ;
- 5. prend acte qu'en cas d'usage de la présente délégation de compétence, la décision d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital emportera, au profit des porteurs de ces valeurs mobilières, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donneront droit ;
- 6. décide que le Conseil d'administration pourra suspendre l'exercice des droits attachés aux titres émis, pendant une période maximum de trois mois, et prendra toute mesure utile au titre des ajustements à effectuer conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- 7. donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation au Directeur général ou, le cas échéant, en accord avec ce dernier, à un Directeur général délégué, pour :
  - mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi, la présente délégation,
  - imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital ;
- 8. le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, prendre la décision de faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
- 9. décide que la présente délégation se substitue à celle donnée par l'Assemblée générale mixte du 9 décembre 2014.

## Seizième résolution

**(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet d'émettre par offre au public des actions ordinaires, et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription avec faculté de droit de priorité)**

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et suivants et L. 228-92,

1. délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou international, par offre au public, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, à l'émission d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de toutes valeurs mobilières, composées ou non, y compris de bons de souscription émis de manière autonome, donnant accès, immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des titres de capital à émettre de la Société, par souscription soit en espèces soit par compensation de créances, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, les valeurs mobilières représentatives de créances pouvant être émises avec ou sans garantie, sous les formes, taux et conditions que le Conseil d'administration jugera convenables, étant précisé que l'émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de préférence est exclue de la présente délégation ;
2. fixe à vingt-six mois, à compter de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente délégation ;
3. décide qu'en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation de compétence, le montant nominal maximum (hors prime d'émission) des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées directement ou non, est fixé à quatre-vingts (80) millions d'euros, sous réserve des dispositions de la vingt-quatrième résolution, étant précisé que :
  - en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation de

- compétence, le montant nominal susvisé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération,
- au plafond ci-dessus s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription ou d'achat d'actions ou de droits d'attribution gratuite d'actions;
  - 4. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières pouvant être émises en application de la présente résolution, en laissant toutefois au Conseil d'administration la faculté de conférer aux actionnaires, pendant un délai et selon les modalités qu'il fixera conformément aux dispositions des articles L. 225-135 et R. 225-131 du Code de commerce et pour tout ou partie d'une émission effectuée, une priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre des actions possédées par chaque actionnaire et pourra être éventuellement complétée par une souscription à titre réductible;
  - 5. décide que le Conseil d'administration pourra suspendre l'exercice des droits attachés aux titres émis, pendant une période maximum de trois mois, et prendra toute mesure utile au titre des ajustements à effectuer conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société;
  - 6. prend acte qu'en cas d'usage de la présente délégation de compétence, la décision d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital emportera, au profit des porteurs de ces valeurs mobilières, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donneront droit;
  - 7. décide que, conformément à l'article L. 225-136 1<sup>o</sup> 1<sup>er</sup> alinéa du Code de commerce, le montant de la contrepartie revenant et/ou devant ultérieurement revenir à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la présente délégation, compte tenu, en cas d'émission de bons autonomes de souscription d'actions, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égal au prix minimum prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital

éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %, après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance);

- 8. donne au Conseil d'administration avec faculté de délégation au Directeur général ou, le cas échéant, en accord avec ce dernier, à un Directeur général délégué, les mêmes pouvoirs que ceux définis au point 7 de la quinzième résolution;
- 9. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, prendre la décision de faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre;
- 10. décide que la présente délégation se substitue à celle donnée par l'Assemblée générale mixte du 9 décembre 2014.

## Dix-septième résolution

**(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet d'émettre des actions ordinaires, et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par placement privé au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs)**

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et suivants et L. 228-92,

- 1. délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou international, par une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, à l'émission d'actions ordinaires et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de toutes valeurs mobilières, composées ou non, y compris de bons de souscription émis de manière autonome, donnant accès, immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des titres de capital à émettre de la Société, par souscription soit en espèces, soit par compensation de créances, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, les valeurs mobilières représentatives

de créances pouvant être émises avec ou sans garantie, sous les formes, taux et conditions que le Conseil d'administration jugera convenables, étant précisé que l'émission d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de préférence est exclue de la présente délégation ;

2. fixe à vingt-six mois, à compter de la présente Assemblée, la durée de validité de la présente délégation ;
3. décide qu'en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation de compétence, le montant nominal maximum (hors prime d'émission) des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées directement ou non, est fixé à quatre-vingts (80) millions d'euros, sous réserve des dispositions de la vingt-quatrième résolution, étant précisé que :
  - en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation de compétence, le montant nominal susvisé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération,
  - au plafond ci-dessus s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription ou d'achat d'actions ou de droits d'attribution gratuite d'actions.

En outre, l'émission de titres de capital sera limitée, en tout état de cause, à 20 % du capital social par an apprécié à la date d'émission ;

4. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières pouvant être émises en application de la présente résolution ;
5. décide que le Conseil d'administration pourra suspendre l'exercice des droits attachés aux titres émis, pendant une période maximum de trois mois, et prendra toute mesure utile au titre des ajustements à effectuer conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles pour protéger les titulaires de droits attachés aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
6. prend acte qu'en cas d'usage de la présente délégation de compétence, la décision d'émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital emportera de plein droit au profit des porteurs de ces valeurs mobilières, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donneront droit ;

7. décide que, conformément à l'article L. 225-136 1<sup>o</sup> 1<sup>er</sup> alinéa du Code de commerce, le montant de la contrepartie revenant et/ou devant ultérieurement revenir à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la présente délégation, compte tenu, en cas d'émission de bons autonomes de souscription d'actions, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égal au prix minimum prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au moment de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %, après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance) ;
8. donne au Conseil d'administration, avec faculté de délégation au Directeur général ou, le cas échéant, en accord avec ce dernier, à un Directeur général délégué, les mêmes pouvoirs que ceux définis au point 7 de la quinzième résolution ;
9. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, prendre la décision de faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
10. décide que la présente délégation se substitue à celle donnée par l'Assemblée générale mixte du 9 décembre 2014.

## Dix-huitième résolution

**(Autorisation à donner au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, de fixer le prix d'émission des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite de 10 % du capital par an, dans le cadre d'une augmentation du capital social par émission sans droit préférentiel de souscription d'actions, en application des seizième et dix-septième résolutions)**

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 225-136 1 du Code de commerce, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour les émissions décidées en application des seizième et dix-septième résolutions et dans la limite de 10 % du capital social par an appréciée à la date d'émission, à déroger aux règles de fixation du prix d'émission des actions définies auxdites résolutions en appliquant une décote pouvant atteindre 10 % à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital.

La présente autorisation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter du jour de la présente Assemblée générale, et se substitue à celle donnée par l'Assemblée générale du 9 décembre 2014.

## Dix-neuvième résolution

**(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, en vue d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec maintien ou avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans le cadre d'options de surallocation en cas de souscriptions excédant le nombre de titres proposés)**

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, délègue sa compétence au Conseil d'administration, dans le cadre des émissions qui seraient décidées en application des délégations conférées au Conseil d'administration en vertu des quinzième, seizième et/ou dix-septième résolutions, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre prévu dans l'émission initiale, en cas de demandes excédentaires, dans les conditions et limites prévues par les articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce dans la limite des plafonds prévus auxdites résolutions et pour la durée prévue auxdites résolutions.

## Vingtième résolution

**(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, en vue d'émettre des actions et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou à l'attribution de titres de créances en rémunération de titres apportés à toute offre publique d'échange initiée par la Société)**

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-148 et L. 228-92,

1. délègue au Conseil d'administration sa compétence pour procéder en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il appréciera, à l'émission d'actions, de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou à l'attribution de titres de créance en rémunération des titres apportés dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée en France ou à l'étranger par la Société sur les titres d'une autre société admis aux négociations sur un marché réglementé visé audit article L. 225-148 ;
2. fixe à vingt-six mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de la présente délégation ;

3. décide que le montant nominal maximum (hors prime d'émission) des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente résolution est fixé à quatre-vingts (80) millions d'euros, sous réserve des dispositions de la vingt-quatrième résolution, étant précisé que :

- en cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente délégation de compétence, le montant nominal susvisé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération,
- au plafond ci-dessus s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription ou d'achat d'actions ou de droits d'attribution gratuite d'actions ;

4. prend acte que les actionnaires de la Société ne disposeront pas du droit préférentiel de souscription aux actions et/ou valeurs mobilières qui seraient émises en vertu de la présente délégation, ces dernières ayant exclusivement vocation à rémunérer des titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société ;
5. prend acte que le prix des actions et/ou valeurs mobilières qui seraient émises dans le cadre de la présente délégation sera défini sur la base de la législation applicable en matière d'offre publique d'échange ;
6. décide qu'en cas d'usage de la présente délégation, le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les limites légales, aura tous pouvoirs, notamment pour mettre en œuvre la présente délégation et les augmentations de capital afférentes, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes afférentes à ces augmentations, et prélever sur ce montant la somme nécessaire pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
7. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, prendre la décision de faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;
8. décide que la présente délégation se substitue à celle donnée par l'Assemblée générale mixte du 9 décembre 2014.

## **Vingt-et-unième résolution**

**(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, en vue d'émettre des actions en rémunération d'apports en nature de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite de 10 % du capital social)**

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-147 et L. 225-147-1,

1. délègue au Conseil d'administration, les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il appréciera, à l'émission d'actions en rémunération d'apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;
2. fixe à vingt-six mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de la présente délégation ;
3. décide que le nombre total d'actions qui pourront être émises dans le cadre de la présente résolution ne pourra représenter plus de 10 % du capital social de la Société apprécié à la date d'émission sous réserve des dispositions de la vingt-quatrième résolution.  
À ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital, d'options de souscription ou d'achat d'actions ou de droits d'attribution gratuite d'actions ;
4. décide qu'en cas d'usage de la présente délégation, le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les limites légales, aura tous pouvoirs notamment pour mettre en œuvre la présente délégation et les augmentations de capital afférentes, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes afférentes à ces augmentations, et prélever sur ce montant la somme nécessaire pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
5. prend acte que les actionnaires de la Société ne disposeront pas du droit préférentiel de souscription aux actions qui seraient émises en vertu de la présente délégation, ces dernières ayant exclusivement vocation à rémunérer des apports en nature ;
6. décide que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, prendre la décision de faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre ;

7. décide que la présente autorisation se substitue à celle donnée par l'Assemblée générale mixte du 9 décembre 2014.

## **Vingt-deuxième résolution**

**(Autorisation à donner au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet de consentir des options de souscription avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ou des options d'achat d'actions aux membres du personnel et aux dirigeants mandataires sociaux de la Société et des entités liées dans la limite de 1 % du capital)**

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

1. autorise le Conseil d'administration dans le cadre des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice de membres du personnel ou de dirigeants mandataires sociaux de la Société ou des entités qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, ou de certaines catégories d'entre eux, des options donnant droit soit à la souscription d'actions nouvelles de la Société, à émettre à titre d'augmentation de capital, soit à l'achat d'actions existantes détenues par la Société, dans les conditions légales et réglementaires ;
2. décide que sans préjudice de l'ajustement visé ci-après, le montant total des actions auxquelles seront susceptibles de donner droit les options consenties en application de la présente autorisation ne pourra dépasser 1 % du capital social de la Société à la date de la présente Assemblée, étant précisé que le montant de l'augmentation de capital résultant de l'exercice des options s'imputera sur le plafond global de quatre-vingts (80) millions d'euros défini dans la vingt-quatrième résolution ci-dessous ;
3. prend acte que la présente autorisation comporte au profit des bénéficiaires des options de souscription, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options et sera exécutée dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et la réglementation en vigueur au jour de l'ouverture des options ;
4. prend acte que l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions au Président du Conseil d'administration, au Directeur général ou au(x) Directeur(s) général(aux) délégué(s) de la Société ne pourra intervenir que sous réserve du respect des conditions définies par l'article L. 225-186-1 du Code de commerce ;
5. décide que l'exercice des options consenties aux dirigeants mandataires sociaux devra être subordonné à la réalisation de conditions de performances déterminées par le Conseil d'administration ;

6. décide que le prix de souscription ou d'achat des actions sera fixé par le Conseil d'administration au jour où l'option est consentie conformément aux textes en vigueur à cette date, étant précisé que ce prix ne pourra être inférieur à la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant ledit jour. En outre, s'agissant d'options d'achat d'actions, il ne pourra être inférieur au cours moyen d'achat des actions qui seront remises lors de l'exercice desdites options.

Le prix de souscription ou d'achat des actions sous option ne pourra être modifié sauf dans les cas prévus par la loi, à l'occasion d'opérations financières ou sur titres. Le Conseil d'administration procédera alors, dans les conditions réglementaires, à un ajustement du nombre et du prix des actions sous option pour tenir compte de l'incidence de ces opérations ;

7. décide que, sous réserve pour les dirigeants mandataires sociaux de l'application des dispositions de l'article L. 225-185 du Code de commerce, les options devront être levées dans un délai maximum de dix ans à compter du jour où elles seront consenties ;

8. donne tous pouvoirs au Conseil d'administration dans les limites fixées ci-dessus pour notamment :

- arrêter les modalités du ou des plans et fixer les conditions dans lesquelles seront consenties les options, ces conditions pouvant comporter des clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des actions, sans que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder trois ans à compter de la levée d'option, étant précisé qu'il appartiendra en tout état de cause au Conseil d'administration pour les options attribuées aux dirigeants mandataires sociaux visés à l'article L. 225-185 alinéa 4 du Code de commerce, soit de décider que les actions ne pourront pas être levées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions soit de fixer la quantité des actions issues de la levée des options qu'ils seront tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions,
- fixer les prix de souscription des actions nouvelles ou d'achat d'actions anciennes,
- en fixer notamment l'époque ou les époques de réalisation,
- assujettir, le cas échéant, l'exercice de tout ou partie des options à l'atteinte d'une ou plusieurs conditions de performance qu'il déterminera,
- arrêter la liste des bénéficiaires des options,

- accomplir, soit par lui-même, soit par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive toute augmentation de capital réalisée en vertu de l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution,

- prendre les mesures nécessaires à la protection des intérêts des bénéficiaires des options en cas de réalisation de l'une des opérations énumérées à l'article L. 225-181 du Code de commerce,

- prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant un délai maximum de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions,

- constater les augmentations du capital social résultant de levées d'option ; modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire ;

9. prend acte que le Conseil d'administration informera chaque année l'Assemblée générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution, en indiquant le nombre et le prix des options consenties et leurs bénéficiaires, ainsi que le nombre d'actions souscrites ou achetées ;

10. fixe à vingt-six mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de la présente autorisation ;

11. décide que la présente autorisation se substitue à celle donnée par l'Assemblée générale mixte du 9 décembre 2014.

## Vingt-troisième résolution

**(Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des adhérents de Plan(s) d'Épargne d'Entreprise du groupe dans la limite de 1 % du capital social)**

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant en application des dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-138, L. 225-138-1, L. 228-91 et L. 228-92 du Code de commerce et L. 3332-1 et suivants du Code du travail et afin également de satisfaire aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce,

1. délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet (i) de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18

- et suivants du Code du travail, à une augmentation du capital social par émission d'actions ou plus généralement de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, réservée aux salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 3344-1 du Code du travail, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise (PEE), (ii) de procéder, le cas échéant, à des attributions d'actions de performance ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en substitution totale ou partielle de la décote visée au 4 ci-dessous dans les conditions et limites prévues par l'article L. 3332-21 du Code du travail, étant précisé en tant que de besoin que le Conseil d'administration pourra substituer en tout ou partie à cette augmentation de capital la cession, aux mêmes conditions, de titres déjà émis par la Société ;
2. fixe à vingt-six mois à compter de la présente Assemblée la durée de validité de la présente délégation ;
  3. décide, sous réserve des dispositions de la vingt-quatrième résolution, que le nombre total d'actions susceptibles de résulter de l'ensemble des actions émises en vertu de la présente délégation, y compris celles résultant des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital éventuellement attribuées gratuitement en substitution totale ou partielle de la décote dans les conditions fixées par les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail ne pourra être supérieur à 1 % du capital social de la Société à la date de la présente Assemblée. À ce nombre s'ajoutera, le cas échéant, le nombre d'actions supplémentaires à émettre pour préserver conformément à la loi les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
  4. décide que (i) le prix de souscription des actions nouvelles ne pourra être ni supérieur à la moyenne des premiers cours cotés de l'action ancienne sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances précédant le jour de la décision du Conseil d'administration ou du Directeur général fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne ; étant précisé que le Conseil d'administration ou le Directeur général pourra, le cas échéant, réduire ou supprimer la décote qui serait éventuellement retenue pour tenir compte, notamment, des régimes juridiques et fiscaux applicables hors de France ou choisir de substituer totalement ou partiellement à cette décote l'attribution gratuite d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et que (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera déterminé dans les conditions fixées par l'article L. 3332-21 du Code du travail ;
  5. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société pouvant être émises en vertu de la présente délégation au profit des salariés visés ci-dessus et de renoncer à tout droit aux actions et valeurs mobilières donnant accès au capital pouvant être attribuées gratuitement sur le fondement de la présente résolution ;
  6. confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment :
    - fixer les conditions d'ancienneté exigées pour participer à l'opération, dans les limites légales, et le cas échéant, le nombre maximal d'actions pouvant être souscrites par salarié,
    - décider si les actions doivent être souscrites directement par les salariés adhérents aux Plans d'Épargne d'Entreprise du Groupe (PEE) ou si elles doivent être souscrites par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) ou d'une Sicav d'Actionnariat Salarié (SICAVAS),
    - déterminer les sociétés dont les salariés pourront bénéficier de l'offre de souscription,
    - déterminer s'il y a lieu de consentir un délai aux salariés pour la libération de leurs titres,
    - fixer les modalités d'adhésion au(x) PEE du Groupe, en établir ou modifier le règlement,
    - fixer les dates d'ouverture et de clôture de la souscription et le prix d'émission des titres,
    - procéder, dans les limites fixées par les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, à l'attribution d'actions gratuites ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et fixer la nature et le montant des réserves, bénéfiques ou primes à incorporer au capital,
    - arrêter le nombre d'actions nouvelles à émettre et les règles de réduction applicables en cas de sur-souscription,
    - imputer les frais des augmentations de capital social et des émissions d'autres titres donnant accès au capital, sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
  7. décide que la présente délégation se substitue à celle donnée par l'Assemblée générale mixte du 9 décembre 2014.

## **Vingt-quatrième résolution**

**(Fixation d'un plafond global des augmentations de capital décidées en vertu de délégations de compétence à un montant de 80 millions d'euros)**

L'Assemblée générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, décide de fixer à quatre-vingts (80) millions d'euros le montant nominal maximum (hors prime d'émission) cumulé des émissions qui pourraient être décidées en vertu des délégations de compétence au Conseil d'administration résultant des résolutions précédentes. Il est précisé que ce montant sera majoré du montant nominal des augmentations de capital à réaliser pour préserver, conformément à la loi, les droits des titulaires des titres émis précédemment. En cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité desdites délégations de compétence, le montant nominal maximum (hors prime d'émission) susvisé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital social après l'opération et ce qu'était ce nombre avant l'opération.

# Demande d'envoi des documents et renseignements

visés par l'article R. 225-83 du Code de commerce

Document à retourner complété et signé à

**Christian Dior**

c/o LVMH – Service Actionnaires  
22 avenue Montaigne – 75382 Paris Cedex 08

Je soussigné(e) (EN LETTRES MAJUSCULES)

NOM ET PRÉNOMS : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ET VILLE : .....

agissant en qualité d'actionnaire de la société Christian Dior, demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée générale mixte du 6 décembre 2016, dont la liste figure à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Fait à ..... le .....

(signature)

*Ces documents seront également tenus à la disposition des actionnaires à l'adresse suivante :  
Christian Dior SE – c/o LVMH – Service Actionnaires 22 avenue Montaigne - 75382 Paris Cedex 08.*

*Note importante : la présente formule n'est à renvoyer, datée et signée, que si l'actionnaire entend se prévaloir des dispositions réglementaires citées.  
Dans ce cas, cette demande doit parvenir à l'adresse ci-dessus, au plus tard le cinquième jour avant la réunion.*

*La présente formule peut constituer une demande générale pour toutes les assemblées, si l'actionnaire le précise.*

*Le Rapport annuel comprend les comptes annuels, les comptes consolidés, le tableau des affectations précisant notamment l'origine des sommes dont la distribution est proposée, le Rapport de gestion du Conseil d'administration, le Rapport du Président sur le contrôle interne, et les rapports des Commissaires aux comptes. Ces documents complétés par les renseignements contenus dans le présent dossier, constituent les informations prévues aux articles R. 225-81 et R. 225-85 du Code de commerce.*





# Notes





# Christian Dior

Société Européenne au capital de 361 015 032 euros – 582 110 987 RCS Paris

30 avenue Montaigne – Paris 8<sup>e</sup>